

investissements au Canada. En effet, on a besoin de capital, et surtout du capital étranger, car nous n'en avons pas assez. Si l'on envoie notre capital à l'étranger, la situation sera encore plus lamentable.

Monsieur le président, plusieurs compagnies d'assurances se disent exclusivement canadiennes, mais elles ne le sont pas. Elles viennent chercher des capitaux canadiens et contribuent au développement d'autres pays. C'est là qu'il faut intervenir. Ces compagnies d'assurances devraient être exclusivement canadiennes non seulement quant à leur nom, mais aussi quant à leur activité.

On demande de changer le nom actuel par un nom canadien. Il ne s'agira que d'un nom canadien et non pas de capital canadien. Les gestes qui seront posés par ces compagnies devraient être à l'avantage des citoyens canadiens. Les investissements, tout l'argent perçu, tous les bénéfices de ces compagnies devraient être «réinvestis» au Canada.

Jusqu'ici, peu de compagnies d'assurances sont venues faire des investissements au Canada, après avoir pris de l'argent à l'étranger. Presque toutes les compagnies d'assurances étrangères qui transigent au Canada sont venues ici pour soutirer des capitaux canadiens et pour les investir où elles le désiraient. Plusieurs de ces compagnies répartissent mal leurs investissements.

• (5.50 p.m.)

Quant à moi, je demeure dans une région reculée des Cantons de l'Est. Plusieurs compagnies d'assurances viennent soutirer des capitaux aux habitants de cette région, mais ne «réinvestissent» jamais rien. Ces compagnies d'assurance ne «réinvestissent» pas pour développer notre région, sous prétexte que ce n'est pas rentable. Comment se fait-il que l'on vienne y chercher de l'argent, mais qu'on n'y «réinvestisse» pas? Les compagnies d'assurances servent mal les intérêts de la société. Elles ne sont pas logiques. Elles viennent soutirer à certaines régions du pays des capitaux considérables, mais ces mêmes régions ne peuvent pas en bénéficier.

Dans ma région, il semblerait que les citoyens sont faits uniquement pour payer des primes d'assurance et non pour recevoir quelque chose en vue de favoriser le développement de la région. Ils ne reçoivent rien, parce que, dans ma région, semble-t-il, ce ne serait pas rentable. Il n'est pas rentable pour les compagnies d'assurances de venir y «réinvestir» de l'argent, mais elles viennent le chercher par milliers de dollars à la fois.

On devrait intervenir et demander encore aux compagnies d'assurances de bien se rendre compte de ce qu'elles font. Elles devraient pouvoir répartir leurs investissements lorsqu'on leur permet de venir chercher des

capitaux canadiens. Malheureusement, on leur permet de les «réinvestir» à leur guise, où bon leur semble. Cependant, quand vient le temps de hausser les taux d'intérêt, on ne se gêne pas pour le faire. On consent des prêts hypothécaires dans diverses localités du Canada à un certain taux d'intérêt et, quelques années plus tard, on hausse les taux d'intérêt. Il en coûte alors plus cher à ceux qui ont emprunté de ces compagnies d'assurances plutôt que d'autres, parce qu'il existe une certaine variation des taux d'intérêt.

Monsieur le président, il se passe toutes sortes de choses chez les compagnies d'assurances. On devrait instituer un organisme ayant pour tâche de veiller à ce qu'elles soient logiques avec elles-mêmes pour le plus grand bien de l'économie canadienne.

Le Parlement canadien devrait absolument être au courant de l'activité de ces compagnies. Je ne blâme pas outre mesure les membres du Nouveau parti démocratique qui veulent savoir ce que font ces compagnies d'assurances du capital qu'elles soutirent aux Canadiens. Et l'on fait accroire aux citoyens que c'est bien beau, l'assurance. C'est toujours bon après la mort, mais il y a bien d'autres façons, pour les Canadiens, de faire des investissements plus avantageux que ceux qu'ils font dans les compagnies d'assurances.

Monsieur le président, il y a certaines choses à éclaircir et à assainir dans nos compagnies d'assurances. Je parle de celle-là en particulier, mais je pourrais mettre toutes les compagnies d'assurances canadiennes actuelles sur le même pied, à ce point de vue, car je trouve qu'elles ne donnent pas le rendement qu'elles devraient donner, avec l'argent qu'elles soutirent au public.

Et il y a des agents d'assurance—mais je ne leur en veux pas pour autant—qui touchent un revenu supérieur à celui d'industries qui emploient 75 ou 80 travailleurs. Qu'un homme, à lui seul, avec sa petite serviette, fasse autant d'argent, cela a de quoi étonner. Il y a quelque chose qui ne va pas dans les compagnies d'assurances, monsieur le président. J'ai parlé du petit agent qui se trouve au bas de l'échelle, mais il y a tous les autres aussi, qui touchent des salaires de \$50,000, \$75,000, \$100,000 ou \$125,000 par année, aux dépens du peuple. L'achat de polices d'assurance ne constitue donc pas toujours un placement sage. On commence par se payer des salaires exorbitants, ce qui explique que beaucoup d'agents d'assurance ne veulent pas devenir députés, car ils gagnent quatre fois plus qu'un député à vendre de l'assurance dans leur région.

Les compagnies d'assurances exagèrent et il y a de l'extravagance quelque part. Il faut,